

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - lundi 09 janvier 2023

SOMMAIRE

- Enrôlement des électeurs : la CENI appelle les requérants à ne pas déranger les activités scolaires
- Ituri : la société civile de Mobala enjoint le gouvernement d'accélérer le P-DDRCS et traquer les groupes armés réfractaires
- IDJWI : Le consortium AFEM, KJN, FPM et SOS IJM renforce la capacité des autorités et leaders locaux sur le leadership féminin
- RDC-violences sexuelles : "la loi sur les réparations est une première en Afrique,"Tatiana Mukanire
- Retour sur l'année 2022 : un hommage aux femmes qui luttent pour leurs droits
- RDC : l'attaque de la prison de Butembo constitue la troisième opération de recrutement massif opérée par les ADF
- Proposition de Tshisekedi à Kagame : « j'ai des minerais chez moi qui vous intéresse, vous avez la possibilité avec votre carnet d'adresse de contacter les investisseurs » (Fortunat Biselele)
- Washington réitère son appel au Rwanda à cesser tout soutien au M23 et à retirer ses troupes de l'Est de la RDC
- Agression rwandaise : Un réseau d'ONGs appelle la CPI à amorcer une enquête contre les auteurs des crimes commis en RDC
- RDC : les rebelles du M23 toujours présents à Kibumba et Buhumba

• DROITS HUMAINS

Enrôlement des électeurs : la CENI appelle les requérants à ne pas déranger les activités scolaires

Cela fait plus de deux semaines que l'enrôlement des électeurs a débuté dans la première aire opérationnelle, constituée de dix provinces de la RDC. Avec la reprise des cours ce lundi 9 janvier dans plusieurs écoles choisies comme centres d'inscription des électeurs, le directeur de communication de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Jean-Baptiste Itipo exhorte les requérants à ne pas perturber les activités scolaires. Au début plusieurs problèmes ont été identifiés : des problèmes techniques, plusieurs temps à passer pour se procurer la carte, insuffisance de la charge dans les batteries ainsi que la qualité de la photo. Jean-Baptiste Itipo explique les solutions que la CENI a préconisées pour y remédier.

Ituri : la société civile de Mobala enjoint le gouvernement d'accélérer le P-DDRCS et traquer les groupes armés réfractaires

La société civile de Mobala(Ituri) exige du gouvernement central d'accélérer le processus de paix et contraindre les groupes armés qui endeuillent encore l'Ituri à y adhérer pour le retour de la paix dans cette province. Le président de cette organisation du territoire d'Irumu, Emmanuel Simbiliabo a transmis ce message, samedi 7 janvier, à l'administrateur de ce territoire lors de leur rencontre. Emmanuel Simbiliabo salue les avancées sur le plan sécuritaire dans cette entité au cours de l'année 2022. Ces avancées, selon lui, doivent maintenant se matérialiser avec la traque des groupes armés qui jusque-là n'ont pas encore souscrit au processus de paix. « Aux autorités, nous leur demandons d'accélérer certains processus de paix, tel que le P-DDRCS. Nous avons même certains groupes qui ont accepté volontairement d'adhérer. Alors, il faut que l'Etat puisse faciliter ce processus pour que la paix puisse revenir », a-t-il indiqué.

- **DROITS DES FEMMES**

IDJWI : Le consortium AFEM, KJN, FPM et SOS IJM renforce la capacité des autorités et leaders locaux sur le leadership féminin

Dans le cadre de son programme Voix et Leadership des Femmes VLF en sigle, financé par les affaires mondiales Canada et exécuté en RDC par le Centre Carter, le consortium AFEM,KJN,FPM et SOS IJM organise un atelier de renforcement des capacités sur le leadership féminin dans le village Bulundi, groupement Mpene, territoire d'idjwi. Cette activité va du 4 au 6 janvier 2023 et regroupe 25 personnes dont les autorités locales, les membres du comité de gestion communautaire, les animateurs et les leaders communautaires. Cet atelier de renforcement des capacités vise à accroître les capacités des membres des structures et des autorités locales sur le leadership féminin en vue de susciter leur attention sur le bien-fondé de l'implication de la femme dans la gestion de la communauté. Il vise aussi à redynamiser les structures locales et les accompagner dans l'élaboration des plans de mise en œuvre des causeries éducatives et autres activités communautaires.

RDC-violences sexuelles : "la loi sur les réparations est une première en Afrique,"Tatiana Mukanire

La République Démocratique du Congo dispose désormais d'une loi portant protection et réparation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. La nouvelle disposition, adoptée au niveau des deux chambres du parlement, a été promulguée en fin 2022 par le Chef de l'Etat. Tatiana Mukanire qui dirige le Mouvement National des survivant.e.s réagit à ce sujet. " Nous saluons la promulgation de cette loi sur les réparations. Je tiens à souligner que c'est une première en Afrique et préciser que la RDC vient de se doter d'un instrument qui permettra aux victimes non seulement d'obtenir des réparations mais aussi d'obtenir justice et finalement, de faire leur deuil et aller de l'avant. On peut aussi souligner que cela marque un pas important pour ce qui est de la lutte contre les violences sexuelles et autres crimes pour la paix. Je rends ainsi hommage à toutes les personnes qui se sont battues pour que cela devienne possible", explique-t-elle au Desk Femme d'Actualité.cd

Retour sur l'année 2022 : un hommage aux femmes qui luttent pour leurs droits

Les femmes face à la crise climatique

Il a été démontré que la crise climatique affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles. Dans les semaines qui ont précédé la Journée internationale de la femme, célébrée le 6 mars, nous avons mis en évidence les moyens par lesquels les femmes activistes améliorent leur environnement local et aident leurs communautés à s'adapter à un climat de plus en plus hostile. Parmi elles on compte la violoniste mexicaine Martha Corzo, qui a dirigé et inspiré un groupe de quelque 17.000 militants écologistes locaux, dévoués à la protection de la magnifique Sierra Gorda; un groupe de femmes au Niger qui ont associé les réfugiés et les migrants à la lutte contre la désertification en créant un jardin maraîcher prospère; ainsi qu'une ingénieure en mécanique au Kenya qui a dû lutter contre la discrimination fondée sur le sexe pour développer des solutions énergétiques pratiques et abordables

- **SITUATION POLITIQUE**

RDC : l'attaque de la prison de Butembo constitue la troisième opération de recrutement massif opérée par les ADF

Dans son dernier rapport sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le groupe d'experts des Nations unies se penche sur une série d'événements qui ont marqué 2022. Il revient par exemple sur l'attaque le 10 août par les ADF de la prison de Kakwangura, à Butembo (Nord-Kivu). Ce jour-là plus de 800 détenus s'étaient évadés. Il n'y avait pas que des combattants ADF parmi les évadés. L'attaque a commencé vers 2 heures du matin après l'entrée d'environ 80 combattants ADF dans la ville de Butembo. Ils sont arrivés dans la ville en venant de la direction des camps de Mwalika et ont attaqué d'autres cibles autour de la prison pour détourner l'attention. Selon les groupes d'experts, armés de fusils d'assaut de type AK et de mitrailleuses PKM, ils ont ouvert les portes avec une tronçonneuse, comme ils l'avaient fait pendant l'évasion de Kangbayi et ont précipité tous les détenus hors du bâtiment de la prison en 15 minutes environ.

Proposition de Tshisekedi à Kagame : « j'ai des minerais chez moi qui vous intéresse, vous avez la possibilité avec votre carnet d'adresse de contacter les investisseurs » (Fortunat Biselele)

Le conseiller privé du Chef de l'Etat congolais, Fortunat Biselele a, au cours d'une interview exclusive accordée au journaliste Alain Foka, révélé le contenu de l'offre que le Président Félix Tshisekedi aurait proposée à son homologue rwandais Paul Kagame pour la pacification de la partie orientale de la RDC. Réputé discret, c'est dans cette sortie médiatique rare que le privé de Félix Tshisekedi a fait des révélations accablantes sur la nature des accords signés entre Fatshi et Kagame. A l'en croire, Félix Tshisekedi a proposé à Kagame l'exploitation des minerais congolais en échange du carnet d'adresse du Président rwandais. « Le Président Félix a proposé à son homologue rwandais une chose simple : Nous sommes un pays riche, vous êtes nos voisins. Aucune guerre ne fera déplacer les frontières, nous resterons des voisins à vie. Je vous propose de mettre en place des projets où nous allons jouer au Win-Win, gagnant-gagnant. J'ai des minerais chez moi qui vous intéresse. Vous avez la possibilité avec votre carnet d'adresse de contacter les investisseurs partout dans le monde. Et nous allons travailler en synergie pour essayer de développer la zone [Région des grands lacs] ensemble », a révélé Biselele qui a été l'émissaire privilégié de Tshisekedi auprès de Kagame.

Washington réitère son appel au Rwanda à cesser tout soutien au M23 et à retirer ses troupes de l'Est de la RDC

L'administration Américaine a salué le rapport à mi-parcours du groupe d'experts de l'ONU publié le 30 décembre dernier indexant la responsabilité du Rwanda dans la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC avec l'exhumation du M23, un mouvement qualifié de « terroriste » par les autorités congolaises. Dans un communiqué du bureau du Secrétaire d'Etat américain, les USA disent partager les préoccupations énoncées dans le rapport concernant la « forte augmentation de la violence et la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire » dans l'Est de la RDC.

Agression rwandaise : Un réseau d'ONGs appelle la CPI à amorcer une enquête contre les auteurs des crimes commis en RDC

À travers un communiqué rendu public le mardi 3 janvier, le Réseau contre le terrorisme (RCT) en République démocratique du Congo, une synergie de cent cinquante Organisations non gouvernementales (ONG), a exigé des sanctions contre le Rwanda et demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'amorcer une enquête aux fins de poursuites judiciaires contre les plus hauts responsables des crimes perpétrés durant cette période. Cette demande intervient après que le RCT a consulté le « Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts des Nations Unies sur RDC ». Ce rapport contient des éléments constitutifs des preuves irréfutables des crimes graves commis dans l'Est de la RDC par les rebelles du M23 avec le soutien des Forces armées rwandaises (RDF).

- **SECURITE**

RDC : les rebelles du M23 toujours présents à Kibumba et Buhumba

Des témoins ont attesté, dimanche 8 janvier, que le M23 ne s'était pas encore retiré de Nyiragongo en dépit du déploiement de la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) dans ce territoire du Nord-Kivu. Ces rebelles sont signalés notamment près de l'Hôpital général de référence de cette entité, plus précisément au centre de santé de Kingarame, où ils font soigner leurs blessés de guerre. Selon les sources concordantes dans le territoire de Nyiragongo, ces assaillants occupent également le village Kiroje, un poste hospitalier du parc national des Virunga et la colline de Hewu. Les mêmes sources affirment qu'ils ont nommé un nouveau chef qui, désormais, administre les groupements Kibumba et Buhumba. Les responsables de l'administration rebelle font payer des taxes aux populations démunies et leurs imposent également des travaux forcés. Les éléments de la force régionale de l'EAC sont cantonnés près du village Kingarame dans un endroit communément appelé « Trois antennes », soulignent ces sources.

Kwango : des assaillants du conflit Teke-Yaka intègrent les FARDC

Ils sont une centaine à s'être rendu aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). R ressortissants du territoire de Kwamouth, dans la province du Kwango, où il sévit depuis juin dernier le conflit intercommunautaire Teke-Yaka, ces assaillants sont actuellement en formation militaire à Kitona, dans la province du Kongo Central, a affirmé dimanche le Général Philémon Yav Mushid qui séjourne dans cette région. Ces jeunes gens, a-t-on précisé, ont été préalablement reçus à Kibomango, un autre centre de formation militaire situé à quelques kilomètres de Kinshasa, dans la commune de N'sele. Après s'être rendus aux FARDC, ces insurgés avaient sollicité leur intégration dans l'armée, lors du séjour d'une délégation du gouvernement congolais dans ce coin.